

Texte d'appel unitaire CGT, FSU, SNETAA-EIL, Sud Education, CNT

L'exceptionnelle mobilisation du secteur éducation dans le cadre de la journée d'action interprofessionnelle du 29 janvier, qui a réuni 40 000 manifestants à Lille et plus de 35 000 autres dans les principales villes de la région, conforte l'intersyndicale éducation dans sa volonté de poursuivre et amplifier la mobilisation. Déjà lourdement frappée, et avant même l'annonce de nouvelles mesures concernant notamment les remplacements, par 639 suppressions de postes (226 enseignants du 1er degré, 376 enseignants du 2nd degré, 37 emplois d'administratifs), ainsi que dans la plupart des universités, l'académie de Lille subit une nouvelle fois la volonté du gouvernement de répondre aux seuls critères économiques qu'il s'est fixés.

L'intersyndicale académique éducation appelle à :

- Organiser des réunions intersyndicales enseignants, parents, élus pour informer et débattre dans les établissements, dans les écoles, dans les communes.
- Participer aux assemblées générales.
- Réunir des conseils d'école extraordinaires.
- Soutenir toutes les formes d'actions locales dans les Collèges, les Lycées, les LP, les SEGPA et les EREA (boycott des Conseils d'Administration des établissements du second degré, opérations écoles mortes, rassemblements locaux, nuit des écoles...).
- Amplifier l'action multiforme dans les universités (AG des personnels pouvant voter la grève, information aux étudiants, rétention des notes, etc.) dès le 2 février.

L'Intersyndicale Education demande l'abandon des suppressions d'emplois dans le secteur de l'éducation et de l'enseignement supérieur et exige un moratoire afin d'établir un état des lieux exhaustif de la situation.

Elle réclame en outre :

- Des conditions de travail et d'étude améliorées.
- Le respect des personnels non titulaires.
- Le respect des missions du service public d'éducation.
- La revalorisation de nos métiers et de nos salaires.
- Un système éducatif affichant l'ambition de la réussite de tous.
- L'arrêt de l'amputation de la carte des formations de l'enseignement professionnel initial et de la réduction des champs professionnels en SEGPA.
- L'arrêt des réformes annoncées sans aucune concertation avec les organisations syndicales et instances représentatives.
- *Le retrait des mesures de réduction des moyens accordés aux associations complémentaires de l'enseignement public*

Le rectorat vient de montrer son refus d'entendre les personnels en envoyant aux établissements, au lendemain du 29 janvier, des projets de dotations insupportables tout en programmant une nouvelle vague de suppressions massives de postes. L'intersyndicale CGT, FSU, SNETAA-EIL, Sud Education, CNT condamne cette obstination ; elle appelle à développer les mouvements de grève dans les universités entamés depuis le 26 janvier et, dans le premier et le second degré, à une mobilisation immédiate et à une journée de grève et de manifestation le 16 février.

**MANIFESTATION LUNDI 16 FEVRIER
14h30, PORTE DE PARIS - LILLE**